



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral des  
affaires étrangères DFAE

# La coopération internationale de la Suisse en santé

Défis structurels et émergents  
Exemples de réponses apportées  
par la coopération internationale



# Table des matières

---

Introduction	4
Pandémie de COVID19	5
Maladies transmissibles	6
Eau, assainissement, hygiène et santé (WASH+)	7
Gouvernance des systèmes de santé	8
Maladies non transmissibles	15
Déterminants de la santé	16
Adaptation aux changements dans l'architecture mondiale de la santé et les modalités de coopération	17
Recherche et développement et accès aux technologies de la santé	18

---

# Introduction

Ces 20 dernières années, la DDC s'est investie dans différents programmes de santé aux niveaux mondial et national. Les interventions humanitaires constituent aussi un aspect essentiel de ses réponses aux défis de la santé publique. Les résultats obtenus au niveau des pays ont fait l'objet de rapports. Les meilleures pratiques ont été identifiées et utilisées pour formuler des recommandations qui ont influencé la conception de programmes globaux.

Des progrès substantiels ont été réalisés concernant l'amélioration de l'état de santé de nombreux groupes de population et l'accroissement de la performance des systèmes de santé dans les pays à faible revenu : les taux de mortalité infantile et maternelle diminuent tandis que l'espérance de vie augmente.

L'espérance de vie moyenne dans le monde s'est accrue de 5,5 ans entre 2000 et 2016, soit la hausse la plus rapide depuis les années 1960. Les progrès les plus importants ont été accomplis en Afrique, où l'espérance de vie a augmenté de 10,3 ans pour atteindre 61,2 ans, un succès alimenté principalement par l'amélioration des chances de survie des enfants et un accès accru aux antirétroviraux pour le traitement du VIH. Le taux de mortalité des moins de cinq ans a diminué de 59 %, passant de 93 décès pour 1000 naissances vivantes en 1990 à 39 en 2018. De plus, le taux de mortalité lié au paludisme a diminué de 60 % depuis 2000 : 228 millions de cas et 405 000 décès dus au paludisme ont été enregistrés en 2018, contre 840 000 au début du siècle (*source : OMS*).

Cependant, des inégalités majeures demeurent dans le domaine de la santé, car les besoins spécifiques des populations vulnérables ne sont pas suffisamment pris en considération.

- Au moins 400 millions d'individus n'ont pas accès à des soins de base, et 40 % d'entre eux ne bénéficient pas de protection sociale.
- Plus de 1,6 milliard de personnes vivent dans un environnement précaire où les crises prolongées, combinées à la faible capacité de l'État à fournir des services sanitaires de base, constituent un défi majeur en termes de santé mondiale.
- Toutes les 2 secondes, une personne âgée de 30 à 70 ans décède prématurément des suites d'une maladie non transmissible (maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques, diabète, cancer).
- 7 millions d'êtres humains meurent chaque année en raison de leur exposition à des particules fines présentes dans l'air pollué.
- Plus d'une femme sur trois a subi des violences physiques ou sexuelles à un moment de sa vie, avec des conséquences à court et à long terme sur sa santé physique, mentale, sexuelle et reproductive (*sources : OMS, Fonds mondial, Programme des Nations Unies pour le développement*).

# Pandémie de COVID19

Le risque de pandémie est multiplié par l'intensification, au niveau international, des voyages, du commerce ainsi que des transactions et transferts de bétail, de même que par la hausse de la densité de la population humaine découlant de l'évolution démographique et de processus d'urbanisation rapides. En conséquence, aucun pays n'est suffisamment préparé pour répondre à une nouvelle pandémie. Dans l'ensemble, il est essentiel d'investir dans le renforcement des systèmes de santé afin de résoudre ce problème. La pandémie de COVID-19 pèse déjà sur les progrès réalisés dans le domaine du développement. Elle constitue une crise mondiale qui nécessite une réponse transfrontalière à l'échelle du globe, rendant ainsi la coopération internationale et multilatérale plus importante que jamais.



© Gavi, l'Alliance pour les vaccins, 2021.

## Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID19 (Accélérateur ACT) : une mobilisation mondiale sans précédent

Au cours du premier trimestre 2020, des organisations et fonds internationaux du domaine de la santé, le secteur privé, notamment des fondations philanthropiques, et des gouvernements ont lancé une nouvelle initiative mondiale : l'Accélérateur ACT. L'idée consistait à mettre en commun les financements, les compétences et le savoir-faire dans le but d'encourager la recherche et le développement ainsi qu'un accès équitable à de nouveaux produits médicaux pour lutter contre la pandémie. La DDC a réagi rapidement en fournissant un soutien humanitaire, bilatéral et mondial substantiel dans le cadre des quatre piliers de l'Accélérateur ACT : outils de diagnostic, traitements, vaccins et renforcement des systèmes de santé.

# Maladies transmissibles

Les maladies transmissibles comme le VIH, la tuberculose, le paludisme, le choléra, les maladies tropicales négligées et les hépatites virales entraînent plus de 4 millions de décès chaque année. Ces maladies, qui affectent principalement les pays du Sud, resteront une priorité pour la DDC.



Entre 2002 et 2016, quelque 70 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées à des femmes enceintes et à des enfants de moins de 5 ans en Tanzanie. © Swiss TPH / Karen Kramer, 2015.

## Lutte contre le paludisme : des interventions locales pour orienter une politique globale

Au cours des deux dernières décennies, la Tanzanie a réalisé d'énormes progrès dans la lutte contre le paludisme. La DDC a investi dans la recherche, l'innovation et le développement de stratégies de lutte contre les vecteurs de la maladie, avec par exemple la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans. Grâce à une assistance technique de longue durée fournie par l'Institut tropical et de santé publique de Bâle (Swiss TPH), le programme national de lutte contre le paludisme a pu recevoir un financement très important du Fonds mondial et proposer un traitement gratuit du paludisme. Engagée dans un dialogue politique avec les autorités étatiques et le conseil d'administration du Fonds mondial, la DDC veille à ce que les décisions de portée globale correspondent à la réalité du terrain. Forte de sa longue expérience au sein des pays, elle met à contribution l'expertise et le savoir-faire de la Suisse à l'échelle internationale, exerçant ainsi une influence directe sur les politiques globales concernant le paludisme. La DDC et le Swiss TPH soutiennent des groupes de travail de l'OMS consacrés à l'élimination de cette maladie, rassemblent des preuves scientifiques permettant d'améliorer la stratégie globale dans ce domaine et contribuent à concrétiser cette dernière sous la forme d'actions adaptées aux spécificités des différents pays.

# Eau, assainissement, hygiène et santé (WASH+)

D'ici à 2030, la majorité des personnes les plus pauvres de la planète vivront dans des zones fragiles et touchées par des conflits. Ces dernières ont un potentiel déstabilisateur à l'échelle régionale (au-delà de l'influence bilatérale) et constituent un maillon particulièrement faible en cas de propagation de maladies, en raison de l'insuffisance de la surveillance, du manque de fiabilité des données relatives aux patients ainsi que de la quasi-absence de tests et de capacités de traitement. La DDC a une longue expérience de telles zones, son expertise concernant en premier lieu l'aide humanitaire. Dans de tels contextes, il est nécessaire d'accorder une attention accrue à la situation sanitaire pour pouvoir concrétiser l'Agenda 2030 et les ODD.



© OMS/Acland. GTFCC, 2017.

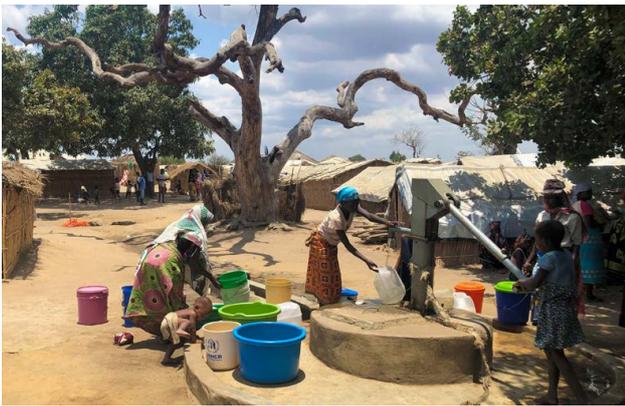
## Initiative sur le choléra

L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène sanitaire (WASH+) constituent l'une des quatre priorités thématiques de l'Aide humanitaire de la DDC (DDC/AH) telles que définies dans la Stratégie de coopération internationale 2021–2024 de la Suisse. À la suite de la flambée épidémique de choléra de 2010 en Haïti, le Groupe spécial mondial de lutte contre le choléra (GTFCC) a été rétabli par l'OMS avec l'aide d'un large réseau de partenaires. La Suisse appuie son volet opérationnel, la Plateforme de soutien aux pays, laquelle vise à éliminer le choléra à l'échelle nationale d'ici 2030. Sa contribution inclut les éléments suivants : 1) détachement auprès de l'OMS d'un expert WASH du Corps suisse d'aide humanitaire sous la forme d'une contribution en nature ; 2) mise à disposition d'une expertise technique en assainissement et surveillance épidémiologique ; 3) financement d'activités de recherche et de promotion couvrant 46 pays ; 4) contribution à des programmes sanitaires ou WASH dans certains pays où la DDC a des programmes de coopération et de développement à long terme.

Les investissements visant à éliminer le choléra permettent de renforcer la résilience des pays affectés face à d'autres maladies contagieuses en améliorant la prévention des infections, les systèmes et pratiques de contrôle ainsi que la détection précoce des maladies transmissibles, et en s'attaquant à une partie des problèmes environnementaux sous-jacents (p. ex. eau, assainissement et hygiène) qui rendent les individus vulnérables aux maladies.

# Gouvernance des systèmes de santé

L'inefficience structurelle des systèmes de santé constitue un défi important et persistant dans la plupart des pays à faible revenu. Souvent, les gouvernements n'investissent pas suffisamment dans la santé ou le font de manière inadéquate. Ils se reposent de façon excessive sur des ressources externes ou sur les paiements effectués par les patients dans les lieux de soins. Des systèmes de gouvernance et de gestion efficaces font fréquemment défaut, entravant ainsi l'allocation et l'utilisation de ressources déjà rares. Des infrastructures, technologies et équipements insuffisants ainsi que la pénurie mondiale de personnel dans le secteur de la santé sont des signes évidents d'un sous-investissement généralisé ou d'une répartition inadéquate des ressources dans le domaine des soins. Cette situation a pour corollaire une faible proportion de services de santé de qualité et des résultats médiocres en termes sanitaires. En outre, l'absence de mécanismes de protection sociale censés éviter aux patients des dépenses élevées pour les soins conduit à davantage d'iniquité dans l'accès à des services sanitaires de qualité.



Cabo Delgado. Mozambique, © DFAE, DDC / Cyprien Hauser, 2021.

## Mozambique : décentralisation et gestion des finances publiques dans le domaine de la santé

L'augmentation, de 66 % en 2010 à 76 % en 2020, du taux de naissance en service de maternité dans la province de Cabo Delgado, notamment rendue possible par le soutien de la Suisse à la gestion des finances publiques dans le système de santé, est une réalisation importante. À Cabo Delgado, 52 % des quinze médicaments nécessaires pour traiter les principales maladies étaient accessibles en 2011. Ce pourcentage est passé à 60 %, mais il n'a pas été possible d'atteindre l'objectif ambitieux de 90 % en raison de défis liés au système logistique des médicaments.

Depuis 2019, la Suisse soutient, en collaboration étroite avec le gouvernement de la province, le financement direct des établissements de santé afin que ces derniers puissent améliorer les conditions sanitaires et WASH compte tenu des priorités de chacun. Le recours à des systèmes nationaux (pour la planification, l'approvisionnement et les mécanismes financiers) renforce les capacités des autorités décentralisées et évite la création de mécanismes parallèles. De plus, cet appui direct augmente l'appropriation et la participation citoyennes, la transparence et l'efficacité, améliorant ainsi la gouvernance dans le secteur de la santé.

# Maladies non transmissibles

Les pays à faible revenu continuent de subir le lourd fardeau que représentent les maladies liées à la pauvreté telles que les maladies transmissibles, les affections périnatales et maternelles, et les maladies dues à des carences nutritionnelles. En outre, la prévalence des maladies non transmissibles augmente également. Ces dernières constituent la cause de décès la plus fréquente au niveau mondial. Environ 80 % de la mortalité qui leur est attribuée survient désormais dans les pays à faible revenu. Puisque la DDC a concentré son attention sur les maladies contagieuses ces vingt dernières années, il est maintenant indispensable qu'elle tienne compte des maladies non transmissibles dans sa réponse sanitaire.



Moldavie : programme de prévention du cancer du col de l'utérus 2016–2020, © DFAE, DDC, 2018.

## Maladies non transmissibles : d'un investissement pionnier en Europe de l'Est à un engagement mondial

Au cours des dernières décennies, la réponse sanitaire de la DDC en Europe de l'Est a intégré des programmes consacrés aux maladies non transmissibles. En Afrique subsaharienne et dans les contextes humanitaires, elle passe à la vitesse supérieure, notamment en ce qui concerne l'alimentation et la santé mentale. Des programmes relatifs à la santé mentale sont actuellement mis en œuvre en Ukraine, en Moldavie, en Bosnie et Herzégovine et, plus récemment, au Burundi et dans le Territoire palestinien occupé. Au niveau global, la DDC a joué un rôle déterminant en intégrant des éléments probants issus de programmes bilatéraux dans les travaux normatifs internationaux sur les maladies non transmissibles (y c. dans le cadre de l'OMS) et en mettant sur pied une argumentation solide en faveur des investissements dans la lutte contre ces maladies du point de vue des donateurs.

# Déterminants de la santé

L'état de santé des individus est influencé par une série de facteurs socioéconomiques communément qualifiés de *déterminants de la santé*. Ces derniers incluent le revenu et le statut social, le genre, le niveau d'éducation, l'environnement physique (logement et lieu de travail sûrs, accès à une eau propre et à un air pur, assainissement efficace) et l'alimentation. Non seulement ils sont négligés dans les politiques globales, mais leur nombre et leur intensité vont croissant. La hausse de la pollution, le changement climatique et les tensions sociales engendrent des inégalités et, en fin de compte, de l'instabilité et des conflits.



© GAIN, marché des denrées alimentaires au Myanmar, 2012.

## Des marchés qui contribuent à la nutrition

L'alimentation est un facteur crucial de la santé et du développement. Les personnes qui se nourrissent correctement sont plus productives et sont à même de créer des occasions de briser graduellement les cercles de la pauvreté et de la faim.

Avec le soutien de la DDC et de plusieurs autres institutions, de donateurs et de fondations, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) cherche des solutions fondées sur le marché afin d'améliorer les systèmes alimentaires dans les pays à faible revenu. Elle agit à différents niveaux, développant des approches qui visent à comprendre comment accroître la demande en aliments nutritifs sur le marché. De plus, elle met en place des mécanismes nationaux de responsabilisation pour aider les entreprises à comprendre leur impact sur les systèmes alimentaires nutritifs et à identifier les actions permettant d'améliorer les régimes alimentaires. GAIN a commencé ses activités en 2018 au Kenya, en Tanzanie, au Nigéria, au Bangladesh, au Pakistan et en Inde. D'autres pays devraient s'ajouter à cette liste au cours des prochaines années.

# Adaptation aux changements dans l'architecture mondiale de la santé et les modalités de coopération



Un professionnel de la santé porte un équipement de protection individuelle à Madagascar. La pandémie de COVID19 a mis sous pression le système de santé du pays, entravant notamment sa capacité à lutter contre d'autres maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme. © Banque mondiale/Henitsoa Rafalia/stratégie du Fonds mondial 2023–2028.

Le contexte évolue rapidement en ce qui concerne les acteurs et les modalités d'aide. Bien que les politiques et approches internationales en matière de santé soient principalement décidées au niveau global, elles ont un impact direct sur les activités à l'échelon national.

Le traitement des questions liées à la santé délaisse progressivement les interventions verticales ciblant une maladie spécifique pour se concentrer sur les systèmes de santé. Dans ce domaine, la coopération internationale a un rôle important à jouer au niveau des pays pour coordonner les interventions nationales, bilatérales et multilatérales. Une cohérence accrue entre les approches multilatérales et bilatérales est nécessaire dans ce secteur.

## Intervenir sur des maladies spécifiques pour renforcer les systèmes de santé

Au début des années 2000, la création d'initiatives et de fonds globaux comme Gavi, l'Alliance du Vaccin ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a révolutionné les politiques de développement liées à la santé en accordant la priorité à des approches axées sur des maladies spécifiques, dites « approches verticales ». La mobilisation de fonds internationaux pour des interventions ciblées et dédiées à des maladies spécifiques a donné des résultats significatifs s'agissant de la prévalence et de la morbidité des maladies transmissibles endémiques. Néanmoins, les interventions verticales ont montré leurs limites, en particulier parce qu'elles ne mettent pas l'accent sur la qualité des systèmes de santé: en l'absence de systèmes de santé solides et résilients – en cela s'entendent l'infrastructure, la motivation et la qualification du personnel, la fiabilité de la gestion des fonds et des données ainsi que la disponibilité des médicaments –, la durabilité des investissements consacrés à la lutte contre certaines maladies est en péril.

En nourrissant les discussions stratégiques au sein des conseils d'administration de son expérience dans les pays, la DDC a pu rester en phase avec la réalité et contribuer à la prise de conscience de l'importance d'un renforcement des systèmes de santé (RSS) au niveau mondial. En conséquence, le conseil d'administration du Fonds mondial a lancé une fenêtre de financement RSS en 2010 et en a fait un objectif stratégique de sa stratégie 2017–2022. Aujourd'hui, l'initiative BACKUP de la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), financée par la DDC et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), aide les gouvernements et les organisations de la société civile à employer de façon stratégique les subventions provenant des mécanismes mondiaux de financement afin de renforcer leur système de santé national.

# Recherche et développement et accès aux technologies de la santé

Ces dernières années, l'architecture mondiale de la santé a connu des changements fondamentaux. Une plus grande attention politique a été accordée à la santé dans le monde dès lors que cette dernière est devenue une thématique récurrente des programmes du G7 et du G20, l'accent étant mis en particulier sur la sécurité sanitaire. Les acteurs de l'aide au développement et de la coopération internationale qui travaillent dans les domaines de la santé et de l'aide en cas de catastrophe sont de plus en plus nombreux et divers. Les nouveaux venus émanent du secteur privé, de fondations philanthropiques, de donateurs bilatéraux émergents et de groupes de la société civile qui œuvrent en faveur d'une cause particulière et s'en font parfois le porte-parole. En conséquence, les approches et les méthodes sont davantage fragmentées. La coopération internationale dans le domaine de la santé doit garantir que les besoins sanitaires locaux priment lorsqu'il s'agit de prendre des décisions pour le financement des projets. Il est primordial de s'investir activement dans le cadre du dialogue politique local.



Une mère et son enfant attendent de recevoir leurs médicaments anti-VIH dans l'unité de recherche clinique sur les maladies infectieuses de l'hôpital pour enfants de Tygerberg, rattaché à l'Université de Stellenbosch (Le Cap). © Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi), 2019.

## Engagement avec le secteur privé et les organisations philanthropiques : recherche et développement et accès aux médicaments destinés aux maladies tropicales négligées

Les maladies tropicales négligées telles que la leishmaniose, la maladie de Chagas ou la maladie du sommeil affectent 1,6 milliard d'êtres humains dans le monde, en particulier dans des régions pauvres en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud. Les entreprises pharmaceutiques ont peu d'intérêt à entreprendre des recherches coûteuses pour développer des médicaments dans ce domaine, car les rendements du marché sont nuls ou très incertains. Au début des années 2000, la Suisse et d'autres donateurs bilatéraux ont soutenu le lancement de différents partenariats publics-privés afin de mener des activités de recherche et développement de nouveaux médicaments contre les maladies négligées et de faciliter l'accès à ces produits. Certains de ces partenariats sont basés à Genève et se concentrent sur des maladies ou des produits spécifiques. Depuis, de nouveaux médicaments ont été développés et distribués. En 2019, un milliard de personnes dans plus de 130 pays avaient déjà reçu un traitement pour au moins une maladie tropicale négligée. Des partenaires industriels ont fait don de médicaments pour une valeur totale de 17 milliards de dollars, en faisant ainsi l'un des programmes de santé publique les plus efficaces en termes de coûts.

## Impressum

Édition :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
**Direction du développement et de la coopération DDC**  
3003 Berne  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

Mise en page :

Service Audiovisuel, DFAE

Photos page de couverture :

Olivier Praz/DDC

Contact :

DDC, section santé  
Courriel : [health@eda.admin.ch](mailto:health@eda.admin.ch)

Le présent document peut être téléchargé sur le site Internet  
[www.ddc.admin.ch/publications](http://www.ddc.admin.ch/publications).

Berne, 2023 / © DDC